

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 12/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ECO-AMIANTE (BLANCHARD TP)

199 route de Clisson
44230 Saint-Sebastien-sur-Loire

Références : N3-2023-423-RapportInspection
Code AIOT : 0100012951

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement BLANCHARD TP implanté rue Pierre et Marie Curie - ZAC de la Noe Bachelon Parcelle n° 0235 Section DR 44430 Le Loroux-Bottereau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECO-AMIANTE (BLANCHARD TP)
- rue Pierre et Marie Curie - ZAC de la Noe Bachelon Parcelle n° 0235 Section DR 44430 Le Loroux-Bottereau
- Code AIOT : 0100012951
- Régime : Néant (site exploité en situation irrégulière)
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Transit de déchets de chantiers de désamiantage

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Suivi du contrôle inopiné du 20/01/23, suite à identification d'un centre de transit de déchets d'amiante en situation irrégulière

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1-Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 03/03/23, art 1	Mise en demeure	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2-Elimination des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 03/03/23, art 2	Mise en demeure	Sans objet

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a cessé son activité illégale en retirant l'intégralité des big-bags d'amiante et en les faisant éliminer dans une installation spécialisée et autorisée à cet effet.

L'inspection des installations classées propose à la préfecture la levée de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 08/03/23, art 1
Thème(s) : Situation administrative
<p>Prescription contrôlée – La société BLANCHARD TP, exploitant sans autorisation sur la commune du LOROUX-BOTTEREAU, rue Pierre et Marie Curie, ZAC de la Noe Bachelon, une station de transit de déchets dangereux provenant de ses chantiers de désamiantage, est mise en demeure de procéder à la régularisation de sa situation administrative, soit en déposant un dossier d'autorisation environnementale, soit en cessant toute activité relevant de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dans un délai de 24 heures.</p>
<p>Situation antérieure du 20/01/23 – L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un lot de bennes entreposées, rue Pierre et Marie Curie, sur la parcelle DR0235 qui appartient à la SCI Pierre et Marie Curie dont le propriétaire est M. Loïc BLANCHARD dont l'une contenait 7 bigs-bags de déchets d'amiante provenant de chantiers de désamiantage. Il était ressorti que les bennes identifiées étaient la propriété de la société ECO-AMIANTE, filiale de la société BLANCHARD TP, spécialisée dans les chantiers de désamiantage dont le siège social est situé 199 route de Clisson à Saint-Sébastien-sur-Loire (44230).</p> <p>Les déchets d'amiante étant des déchets dangereux, leur transit relève de la législation des installations classées, sous la rubrique 2718 de sa nomenclature qui classe un tel stockage temporaire sous le régime de l'autorisation dès lors que le dépôt dépasse la masse de 1 tonne. L'exploitant ne disposant pas de l'autorisation administrative requise, l'inspection des installations classées demande que les justificatifs d'élimination des déchets lui soient transmis.</p> <p>Constat – Lors de cette nouvelle visite inopinée, l'inspection des installations classées a constaté que la benne en question avait évacuée et que la parcelle avait été équipée d'une barrière provisoire.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a cessé son activité illégale, ce qui répond à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans suite

N° 2 : Elimination des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté de mise en demeure du 08/03/23, art 2
Thème(s) : Elimination des déchets dangereux
<p>Prescription contrôlée – À titre conservatoire, l'exploitant fait évacuer, dans les 24 h suivant la notification du présent arrêté, tous les déchets d'amiante présents sur cette plateforme.</p> <p>Il adresse, à l'inspection des installations classées, les justificatifs d'élimination des déchets d'amiante dans une filière autorisée.</p>
<p>Constat – A la suite de la visite du 20/01/23, M BLANCHARD a fait transmettre par la SELARL Philippe DELAERE, mandataire judiciaire, 7 accusés de réception par la société SEDA, installation d'élimination de déchets dangereux, de déchets en provenance de la société ECO-AMIANTE pour une masse de 1,78 t.</p> <p>4 des bordereaux concernaient des conduites en amiante ciment, des carrelages et des dalles de sols pour un total de 1,42 t et les 3 derniers concernaient des EPI pour une masse de 0,36 t.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a justifié de l'élimination des déchets dangereux dans une installation autorisée à cet effet, ce qui répond à l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans suite